

Bruxelles, le 30.11.2016
C(2016) 7760 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à
financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

relative à la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9(1),

Vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République démocratique du Congo et le programme indicatif pluriannuel pour 2014-2020³, qui dispose les Infrastructures comme secteur stratégique et préalable pour le développement dans un pays où les partenariats public/privé ne pourront concerner que très peu de projets
- (2) La mesure «Réhabilitation de la Route Nationale 1 – section Tshikapa-Mbuji-Mayi» financée au titre de l'accord interne de 11^e FED (ci-après l'accord interne)⁴ vise à assurer à terme la connexion routière de l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo, en contribuant au rétablissement du réseau d'infrastructures de transport prioritaires nécessaires au renforcement de l'unité physique du pays, à la relance économique, à l'intégration régionale et à la réduction de la pauvreté dans l'ensemble du pays.
- (3) L'action intitulée «Réhabilitation de la RN1 – Section Tshikapa Mbuji-Mayi en République démocratique du Congo» a pour objectif d'assurer à terme la connexion routière de l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo en contribuant au rétablissement des axes structurants du réseau d'infrastructures de transport prioritaires, nécessaires au renforcement de l'unité physique du pays, à la relance économique, à l'intégration régionale et à la réduction de la pauvreté dans l'ensemble du pays. L'objectif s'inscrit dans l'Agenda 2030 et en particulier cible les Objectifs de développement durables (ODD) de lutte contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transport pour favoriser le désenclavement du pays, et l'accès aux marchés et aux

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo C(2014)3904 final du 17/06/2014

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

services sociaux et administratifs. Ce développement favorisera également l'éclosion d'une classe moyenne, inexistante à ce jour, mais indispensable à la stabilité du pays et à l'affermissement de l'Etat de droit. Cette action n'implique pas d'engagement de la part de la République démocratique du Congo qui bénéficie de ce programme. Le résultat escompté est la réhabilitation routière de la section de la RN1 sur environ 150 km reliant Kamuesha à Kananga. Les travaux de réhabilitation auront un impact positif sur le commerce et l'emploi, notamment des populations. Les transporteurs et autres usagers de la route bénéficieront naturellement de la meilleure praticabilité du réseau. Les producteurs agricoles, les PME, les travailleurs et les consommateurs recueilleront les fruits de l'amélioration des conditions de transport. Les populations des villes seront mieux nourries et à meilleurs prix tandis que les populations des campagnes se remettront à produire en surplus de leurs besoins et généreront des revenus de la vente en ville de leurs denrées alimentaires. Un autre résultat recherché par l'action de connexion interne du pays est la lutte contre l'urbanisation massive des populations rurales: la ville de Kinshasa où les réseaux technologiques et les services (eau, électricité, transports, assainissement...) n'arrivent pas à fournir un niveau minimal à ses 11 millions d'habitants, voit sa population augmenter d'environ 800 000 personnes chaque année. Les conditions de vie dans l'arrière-pays étant ainsi difficiles, beaucoup de jeunes et même d'enfants se mettent en route chaque jour à la recherche de meilleures opportunités dans la capitale. La réalisation progressive du réseau de transport permettra le développement économique d'autres centres urbains et zones rurales traversées en rééquilibrant le développement du pays et en offrant aux populations des opportunités dans des zones moins congestionnées.

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à la République démocratique du Congo, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (7) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente décision», afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (8) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

- Annexe: «Réhabilitation de la RN1 – section Tshikapa Mbuji-Mayi»

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 150 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 30.11.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission